



Article scientifique

Article

2008

Accepted version

Open Access

This is an author manuscript post-peer-reviewing (accepted version) of the original publication. The layout of the published version may differ .

---

## Conceptualiser le territoire

---

Giraut, Frédéric

### How to cite

GIRAUT, Frédéric. Conceptualiser le territoire. In: Historiens et géographes, 2008, n° 403, p. 57–68.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:2051>

## Conceptualiser le territoire

*Les usages des mots « territoire » et « mondialisation » ont connu un essor inouï et parallèle depuis plus d'une décennie dans les différents domaines du marketing et de la communication sur les questions de société et de l'action publique. Un glissement s'est opéré du territoire (lié au référent national) aux territoires des appartenances, des projets et des pratiques individuelles et collectives multiples.*

*L'intérêt pour les territoires comme objets spatiaux et politiques déborde les dispositifs d'encadrement, de gestion, de planification et de gouvernement faits de circonscriptions emboîtées. Il inclut désormais les territoires du « nouveau régionalisme », ceux que le congrès de l'UGI nous invite à construire, qui se veulent collaboratifs, participatifs ou coopératifs et qui sont davantage basés sur la société civile, la gouvernance et le projet.*

*Dans le champ scientifique, en géographie, en anthropologie mais aussi en sciences politiques et en économie, voire en sociologie, le mot-clé de territoire est devenu incontournable pour toute réflexion qui porte sur l'espace, ses usages et ses dynamiques.*

Le phénomène est davantage francophone qu'anglophone, malgré la sortie de manuels dédiés à la notion de *territoire* (Delaney, 2005 ; Storey, 2001), celle polysémique de *place* n'abandonne pas le terrain lexical pour les aspects socio-culturels (Debarbieux, 1999), et le terme de *région* fait de la résistance pour les aspects plus économiques, environnementaux et politiques. La meilleure traduction de l'expression française « découpage territorial » reste ainsi *regionalization* ou *districting*.

L'usage scientifique du terme territoire pose toute une série de questions sur la pertinence contemporaine des objets qu'il désigne. Autrement dit, le prisme territorial ou la focalisation sur les territoires de différentes générations n'occulteraient-ils pas l'essentiel ? Ne seraient-ils pas dépassés ? Un récent colloque international intitulé « *Territoires, Territorialité, Territorialisation : et après ?* » a fait le point<sup>1</sup> sur ces questions qui méritent d'être appréhendées dans le dialogue interdisciplinaire<sup>2</sup> et en embrassant conjointement littératures francophones et anglophones.

En géographie, l'usage proliférant du terme en fait de toute façon un mot-valise (*buzzword*) qui peut être utilisé dans des acceptions qui vont du plus extensif au plus restrictif. La mise en évidence de ces différentes acceptions nous paraît fondamentale pour envisager celles qui autorisent sa conceptualisation ou plutôt ses conceptualisations autour des notions d'appropriation, de construit et de configuration.

Nous défendrons pour conclure la thèse de la nécessaire prise au sérieux des différentes formes de territorialisations politiques contemporaines et d'une conceptualisation de géographie politique (non exclusive d'une conceptualisation de géographie culturelle) comme moyen d'éclairer les processus de fragmentation et surtout les limites à la régulation socio-spatiale qu'elle appelle.

### 1. Le territoire : leurre ou bon objet ?

Face à l'usage débridé du mot territoire en géographie, des objections de différentes natures s'expriment. Commençons

\* Université de Genève.

<sup>1</sup> VANIER M. & alii (dirs.), 2007, *Territoires, Territorialité, Territorialisation : et après ?*, Actes des entretiens de la Cité des territoires, Université Joseph Fourier, Grenoble 7 et 8 juin.

<sup>2</sup> L'ouvrage de Debernardy et Debarbieux (2003) introduisait déjà ce dialogue.

par les recenser pour envisager dans quelle mesure elles pointent les manques, les insuffisances ou les impasses conceptuelles. Le territoire en tant que concept d'analyse et/ou en tant qu'objet est ainsi accusé d'être réducteur, obsolète ou mystifiant.

**Réducteur**, le territoire des géographes le serait intrinsèquement par son lien à la raison cartographique qui formate l'appréhension de l'espace dans un sens étroitement moderne (souveraineté exclusive, limites linéaires et fixes) loin des réalités hybrides et des faits de transition (Painter, 2008). En ce sens le territoire souffre d'ignorance ou d'incapacité à rendre compte de la nature profondément mobile des rapports sociaux à l'espace (Retailé, 2005 ; Stock, 2006 ; Cattán, 2008). Ce que dément une lecture attentive de certains maîtres de la géographie politique francophone comme Camille Vallaux et Jean Gottmann (Hubert, 1998). Mais la critique implacable des approches territorialisantes au nom de la fluidité voire de la mobilité des espaces (Denis Retailé) peut être également vue comme la mise en évidence des transitions et des contradictions qui font que les approches territoriales, particulièrement politiques et d'aménagement, tentent (désespérément ?) de s'ajuster aux pratiques évolutives de mobilité qui par définition les transgressent (Estèbe, 2008 ; Vodoz et alii, 2004). Ajoutons que même dans ses tentatives d'appréhension des territorialités plurielles, un risque inhérent à la notion serait de prendre en compte exclusivement les comportements et pratiques dominantes et notamment masculines<sup>3</sup> (Hancock, 2004 ; Cattán, 2008).

**Obsolète**, le territoire le serait de par son effacement au profit des réseaux dans le contexte de mondialisation et de métropolisation (Veltz, 1996 ; Castells, 1996 ; Lévy, 1999 ; Söderstrom, 2008). Ainsi, Jacques Lévy se demandait dès 1993 si l'on avait encore (vraiment) besoin du territoire. La thèse de la déterritorialisation géopolitique contemporaine (Fukuyama, 1992 ; Badie, 1995 ; Ohmae 1996, Smouts, 1996 ; Virilio, 1997 ; Agnew, 1994 & 1999 ; Bauman,

2002 ; Pugh et alii, 2006) semble cependant avoir fait long feu (Tuathail, 1998 ; Newman, 1999 et 2006 ; Dijkink & Knippenberg, 2001 ; Fukuyama, 2004 ; Brenner, 2004 ; Antheaume et Giraut, 2005 ; Elden, 2005) avec le repositionnement/redéploiement des États, la réhiérarchisation des barrières, la prolifération des projets de territoire et le « new regionalism » sous toutes ses formes (Keating, 1998 ; Joliveau & Amzert, 2001 ; Jonas, 2008 ; Ben Arrous & Ki-Zerbo, 2006 ; Ghorra-Gobin & Velut, 2006 ; Vanier, 2008). En revanche, celle de la déterritorialisation par les flux reprend de la vigueur avec le constat d'une part du dégroupage généralisé des tâches qui affranchit à nouveau la production des économies d'agglomérations (Veltz, 2007), d'autre part de l'affirmation de la logique topologique de l'espace numérique (Dodge & Kitchin, 2001 ; Musso, 2007)<sup>4</sup> qui fonde les localités virtuelles (les *scapes* d'Appadurai) imaginées par les collectifs diasporiques et évolutifs constitués à l'échelle mondiale (Appadurai, 1996).

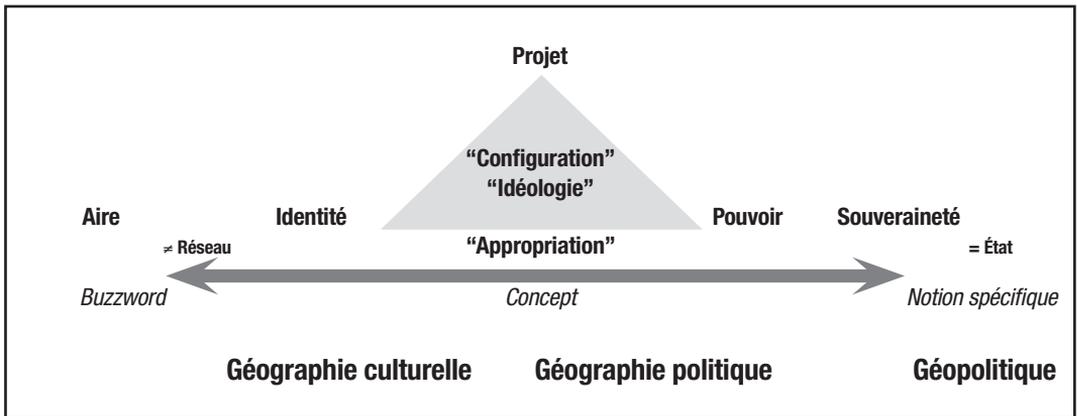
**Mystifiant**, le territoire le serait par sa capacité voire sa fonction d'occultation des enjeux sociaux et économiques majeurs. Ceux-ci ne pouvant être compris et encore moins régulés dans le cadre étroit d'un territoire circonscrit, quelle que soit son échelle. En effet, la fluidité du capital lui permet de toujours plus s'accumuler indépendamment de la localisation de la production. Celle-ci est de plus en plus soumise à des relocalisations, tandis que les transferts financiers (investissements, dividendes mais aussi pensions) issus de la spéculation sur la production s'effectuent dans l'espace en se jouant des frontières territoriales (Cox, 2003 ; Davezies, 2008). Les enjeux essentiels ne seraient donc pas dans de dérisoires projets de territoires plus ou moins calés sur les circonscriptions politiques, susceptibles d'attirer puis de capitaliser une part finalement réduite des investissements en circulation et au prix d'une mise en concurrence des territoires entre eux.

Pire, la focalisation sur les projets de territoires qui accompagnent les processus de décentralisation et de terri-

---

<sup>3</sup> Mais celles-ci peuvent alors être prises pour objet par une géographie politique féministe, ce que montrent Doris Wastl-Walter et Lynn A. Staeheli (2003).

<sup>4</sup> La thèse ou plus exactement le constat du dégroupage et de l'éclatement des tâches permet d'envisager des réseaux pour la production et la distribution de biens ou de services qui peuvent ne plus composer du tout avec des territoires qui accueilleraient au moins un segment de la firme. L'éclatement spatial peut toucher ce qui auparavant était une unité de production nécessairement inscrite territorialement, même temporairement. Balayées les considérations sur les logiques de firmes qui combinent proximité et circulation des biens et des capitaux au sein de larges réseaux. Pierre Veltz indique cependant la résilience des économies d'agglomérations mais avec un changement d'échelle et l'émergence de nouvelles économies d'agglomération « en réseau à vaste étendue » autrement dit une « pelote de flux » gigantesque et très aérée : font-elles encore territoires ? Le constat n'est pas plus optimiste qu'avec les dérisoires territoires numériques que stigmatise Pierre Musso. Ce dernier montre comment les collectivités locales ont cru pouvoir rattraper la logique des flux d'information numérique par les réseaux physiques. Comme la viabilisation par les voiries et réseaux divers est fondatrice d'une certaine construction territoriale sur la base d'espace fonctionnel aménagé et partagé, on a pu penser que la connexion physique d'un espace et l'organisation de la distribution des accès seraient fondatrices d'une requalification territoriale qui assure une cohérence à l'entité spatiale ainsi organisée (raccordée). Or la logique topologique de l'espace numérique que les acteurs investissent une fois connectés est tout autre, dès lors ils échappent à toute communauté basée sur la proximité physique pour rallier simultanément différentes communautés virtuelles, a-spatiales et éventuellement éphémères.



*Entre mot-valise et notion spécifique, le concept de territoire dans la géographie francophone contemporaine*

torialisation des politiques publiques aurait pour fonction de légitimer l'abandon des objectifs de solidarité sociale à l'échelle nationale, autrement dit le démantèlement de l'État providence, pour lui substituer des objectifs de compétitivité et de cohésion dans la seule proximité. De là à soupçonner de complicité les géographes qui prennent pour objet la production contemporaine des territoires et les idéologies spatiales qui lui sont associées, il y a un pas qui est une tentation pour une certaine géographie sociale (Jaillet, 2007 ; Ripoll & Veschambre, 2005b ; Séchet & Keerle, 2007).

La prise en compte de ces réticences ou de ces réserves scientifiques vis-à-vis de l'engouement territorial, parfaitement fondées pour la plupart, loin d'impliquer de « jeter le bébé avec l'eau du bain » nécessite plutôt un effort conceptuel. Il s'agit de spécifier les objets que désigne le mot mais surtout de se doter d'un appareil conceptuel susceptible de donner du sens à leur production. En ce sens, la posture de Kevin Cox est exemplaire : fondamentalement sceptique vis-à-vis du territoire incapable de saisir la mobilité du capital, il contribue remarquablement à sa conceptualisation (1991, 1997, 2001 & 2005) pour mieux spécifier ses limites et ses instrumentalizations.

Le double chantier théorique de la complexité et des configurations territoriales que nous allons envisager semble de nature à répondre aux attentes soulevées par l'usage contemporain de la notion en géographie. Mais ce chantier doit être situé dans un ensemble d'usages francophones qui font encore de la notion un fourre-tout potentiellement réducteur et mystifiant.

## 2. Quand les géographes francophones utilisent le mot territoire : un gradient et des acceptions contradictoires

Des histoires et des épistémologies de la notion ou de sa circulation en géographie ont été proposées par différents auteurs (Agnew, 2000 ; Debarbieux, 1999 ; Delaney, 2005 ; Elissalde, 2002 ; Gilbert, 1988 ; Ozouf-Marinier, 2007 ; Paasi, 2002 & 2003 ; Ripoll & Veschambre, 2005a ; Fall, 2007). Il ne s'agit donc pas ici de retracer les usages successifs et simultanés d'une notion polysémique, mais d'évoquer les enjeux des principales contradictions entre les acceptions disciplinaires francophones du terme, avec incursion chez les anthropologues qui font aussi de la notion un objet disciplinaire fondamental.

D'un côté le terme de territoire peut être employé dans une acception extrêmement large qui le confond avec espace et renvoie à tout phénomène dont l'inscription spatiale est aréolaire<sup>5</sup>. Il s'agit là d'un usage extensif et a-conceptuel, à moins qu'une restriction apparaisse avec une opposition théorique stricte entre dimension territoriale et dimension réticulaire. C'est la définition du territoire de Jacques Lévy (2003) correspondant aux « métriques topographiques »<sup>6</sup> qui s'oppose aux espaces discontinus des réseaux définis par les « métriques topologiques ».

A l'autre bout de la longue chaîne des usages du terme, il y a l'usage restrictif qui en fait une notion spécifique de la

<sup>5</sup> Un même auteur, Roger Brunet, pourtant rigoureux dans l'usage des notions et des concepts quand il propose un dictionnaire de la discipline, peut être amené à presque quinze ans d'écart à utiliser le mot territoire dans une acception de géographie politique qui en fait un synonyme d'espace de gouvernement (local, régional et national) (1990) ou dans une acception beaucoup plus large de support aréolaire pour structure ou processus spatiaux (2004).

<sup>6</sup> Il définit ainsi deux types de territoires ceux du genre *pays* aux limites fermées de types frontières, et ceux du genre *horizon* aux limites floues, incertaines de type confins ou marches.

géopolitique et qui renvoie à l'espace borné de l'exercice de la souveraineté, et notamment de la souveraineté étatique. Cet usage a longtemps été hégémonique du côté de la géographie anglo-saxonne.

Entre les deux, il y a les usages du terme en lien avec la notion d'appropriation dérivée de l'usage scientifique originel de la notion en éthologie (Ardrey, 1966). Ce lien est partagé entre les approches de géographie culturelle qui privilégient les rapports aux identités individuelles et collectives (Bonnemaison, 1996)<sup>7</sup>, et les approches de géographie politique qui privilégient l'inscription spatiale des pouvoirs par le contrôle (Sack, 1986), et bien sûr par les approches de géographie sociale qui tentent la synthèse (Di Méo, 1998) : « *Le territoire témoigne d'une appropriation à la fois économique, idéologique et politique de l'espace par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire, de leur singularité* » (1998). Le terme de pouvoir cependant n'apparaît pas ici, il nous semble pourtant essentiel pour une définition opératoire du territoire. Non pas seulement du pouvoir dans l'espace, mais aussi du pouvoir sur l'espace, autrement dit d'une capacité d'aménagement ou de contrôle de l'aménagement, bref d'une capacité à intervenir dans le champ de la justice socio-spatiale.

Cette dimension politique et opératoire n'est pas constitutive des définitions socio-culturelles du territoire (Debarbieux<sup>8</sup>, 2003 ; Gervais-Lambony<sup>9</sup>, 2003 ; Turco<sup>10</sup>, 2004). Celles-ci ont un grand intérêt lorsqu'il s'agit d'explorer les pistes<sup>11</sup> de l'espace perçu, vécu, représenté, désiré, investi par les pratiques individuelles et collectives ; ou encore la question cruciale des rapports identités et territoires (Jolivet, 2000). Un risque existe cependant, celui de privilégier les formes d'homogénéité socio-spatiale : l'espace de l'individu ou l'espace de la communauté (unique) comme ferment de la territorialité. On rejoint là le genre utopique avec l'isolat communautaire qui lui sert de figure centrale. Réductionnisme, dont le danger d'une application au terri-

toire ainsi décomplexifié est rappelé par Yves Barel : « *Le plus souvent, un territoire est une réalité complexe formée d'éléments variés. Il existe effectivement des territoires apparemment simples, par exemple l'individu lui-même, la famille, le village ou le quartier, la profession, la classe sociale, le livre, la race, l'ethnie, la nation, etc. En général, cette "simplicité" cache une redoutable complexité interne.* » (Barrel, 1986, p. 133).

Paradoxalement, c'est plutôt de la géographie culturelle que vient le penchant pour une définition étroitement communautariste et autochtoniste. Ainsi, Edward W. Soja définissait la territorialité comme « *a behavioral phenomenon associated with the organization of space into spheres of influence or clearly demarcated territories that are made distinctive and considered at least partially exclusive by their occupants or definers.* » (1971, p.19). Christine Chivalon (1999) estime presque trois décennies après que « *Le territoire est l'un de ces modes [de relations à l'espace]. Celui-ci fait référence à une expérience particulière de l'espace de l'ordre de la durée et de la singularité communautaire* » (p. 136), tout en précisant qu'« *il ne s'agit pas d'en faire un type idéalisé renouant avec le mythe d'une communauté solidaire enracinée à une terre complice et bienfaitrice* » (p. 131).

Il faut dès lors se tourner vers l'anthropologie, où la dimension identitaire du rapport à l'espace est plus que jamais un thème de recherche central, et où la notion de territoire n'est pas pour autant ramenée systématiquement à cette seule dimension. Elle peut cependant être privilégiée, comme dans le numéro d'*Autrepart* intitulé "Logiques identitaires, logiques territoriales" (Jolivet (ed.), 2000) qui précise dans son introduction ; « *Lorsqu'on juxtapose les notions d'identité et de territoire, on évoque en général un espace communautaire, à la fois fonctionnel et symbolique, où des pratiques et une mémoire collective construites dans la durée ont permis de définir un "Nous" différencié et un sentiment d'appartenance. Cette conception organique*

---

<sup>7</sup> Il réfute cependant l'idée d'appropriation territoriale au sens moderne d'étendue de souveraineté bornée : « La territorialité humaine se définit beaucoup plus par la relation culturelle qu'un groupe ou une ethnie entretient avec (...) le maillage des lieux et le système d'itinéraires qui quadrillent son espace que par la référence aux concepts biologiques fermés d'appropriation et de frontières. Le territoire dans cette perspective est véritablement un espace symbolique » (1996, p. 167).

<sup>8</sup> "Agencement de ressources matérielles et symboliques capable de structurer les conditions pratiques de l'existence d'un individu ou d'un collectif social et d'informer en retour cet individu et ce collectif sur sa propre identité" p. 910.

<sup>9</sup> "Le territoire paradigmatique est l'habiter par excellence, c'est-à-dire la double inscription au monde, verticale (mise en relation avec la terre et le ciel « être au monde ») et horizontale (relation avec les autres, être à la société humaine). Cette territorialité est rendue intelligible par les sociétés humaines par le biais d'un discours, une narration qui offre aux hommes une mise en cohérence de leur monde. Ce discours est culturel, social et politique. Mais la territorialité n'est pas ce discours qui est d'ordre culturel, elle est inscription individuelle immédiate au monde." p. 88.

<sup>10</sup> Concernant la fonction et le marquage territorial en Afrique sub-saharienne : « Territory performs an intercultural function articulated on three levels. First, it ensures that mythic and technical knowledge remain compatible, preventing them from entering into conflict ; secondly, it legitimates the practices by which land and natural resources are used ; thirdly, it moderates disintegratory tendencies in society, re-calling the collective body to a single, unified mythic-religious and technical matrix which, in spite of the differences (and discriminations) that continue to exist within it, embrace the whole collectivity » p 330.

<sup>11</sup> Pistes ouvertes dans le monde francophone par Armand Frémont (1976).

et traditionnelle du territoire est particulièrement adaptée aux espaces homogènes de petites dimensions » (Jolivet & Léna, 2000, p.8). Mais l'identitaire peut aussi être conjugué au politique, à la mobilité et à leurs dynamiques pour ne jamais considérer d'espaces homogènes socialement et même culturellement, comme dans le numéro d'*Ethnologie française* intitulé "Territoires en questions" (Alphandéry & Bergues (eds.), 2004) où l'introduction et l'enchaînement des articles restituent la nécessaire complexité d'une approche territoriale contemporaine. Y sont notamment posées les questions suivantes : « Quel type de territoire le phénomène de multi-appartenance produit-il ? Faut-il rapporter les processus de différenciation territoriale aux formes diverses de quêtes ou de bricolages identitaires, qu'elles soient individuelles ou collectives ? Comment les territoires construits et institutionnalisés au cours de l'histoire sont-ils transformés par ces dynamiques et qu'en résulte-t-il du point de vue des modalités de l'action publique et de la représentation politique ? » (Alphandéry & Bergues, 2004, p. 7).

### 3. Du construit à la complexité

En revenant à la géographie, on peut souligner que la posture théorique partagée par les approches culturalistes et politiques est désormais de type constructiviste, il est couramment admis qu'aucun territoire n'est donné, mais qu'il s'agit d'une production sociale.

Les définitions de Robert Sack :

« *Territoriality for humans is a powerful strategy to control people and things by controlling area* » (Sack, 1986, p. 5) et de Claude Raffestin :

« *Le territoire est une réordination de l'espace dont l'ordre est à chercher dans les systèmes informationnels dont dispose l'homme en tant qu'il appartient à une culture. Le territoire peut être considéré comme de l'espace informé par de la sémiosphère.* » (Raffestin, 1986, p. 177)

bien que différentes<sup>12</sup>, introduisaient une telle posture, avec pour Raffestin une attention particulière portée à la construction par le codage symbolique et matériel. Les définitions de Michel Lussault et Anssi Paasi entérinent cet acquis de la réflexion géographique des trois dernières décennies : « *Le territoire est un espace structuré par des principes de contiguïté et de continuité. Celles-ci dépendent sans doute moins du seul aspect matériel des espaces que des systèmes idéels qui encadrent l'espace en question, ainsi que des pratiques afférentes qui s'y déploient.* (Lussault, 2007, p. 113) ».

« *Territories are made, given meanings, and destroyed in social and individual action. Hence, they are typically contested and actively negotiated* » (Paasi 2003, p. 110)

Le débat reste cependant très largement ouvert entre les approches qui privilégient l'autonomie et l'expérience des agents dans des approches phénoménologiques (Hoyaux, 2006) et celles qui tentent d'identifier des structures sociales et/ou spatiales plus lourdes qui conditionnent la production territoriale.

L'irruption du projet et de la mobilisation à des fins de développement comme ferment de la production territoriale contemporaine a introduit le territoire comme objet fétiche, non plus des seules géographies culturelles et politiques, mais aussi de la géographie économique. Celle-ci s'intéresse alors aux effets de proximité dans les districts spécialisés et aux ressources territoriales génératrices de plus-value basée sur les qualités spécifiques d'une production territorialisée par rapport à une production générique et a-territoriale (Benko & Lipietz, 1992 & 2000 ; Storper, 1997 ; Morgan, 2004 ; Pecqueur, 2005). Ces approches sont également constructivistes et alimentent les travaux sur les jeux, les systèmes et les coalitions d'acteurs au coeur des processus de construction territoriale par le projet (Marié, 1982 ; Gumuchian et alii, 2003 ; Moine, 2006 ; Rolland-May, 2000 ; Gerbaux, 1999 ; Gerbaux et Giraut, 2000 ; Cox, 2002) ainsi que sur la dimension réflexive de ces processus (Melé, 2007 ; Debarbieux, 2007).

Plus intégratrice et porteuse de théorie que le « projet de territoire », la notion d'idéologie territoriale introduite par Michel Lussault permet de conférer au territoire une dimension conceptuelle au sein d'une théorie géographique qui spécifie les objets de la discipline : « *Un territoire s'impose alors comme une aire délimitée affectée d'une idéologie territoriale qui attribue à une portion d'espace un statut de territoire, donc d'étendue limitée continue scandée par des pôles et valorisée comme telle. Chaque individu qui s'y trouve inclus peut éprouver et qualifier la contiguïté, la scansion, la délimitation et la valeur, la congruence de tous les composants dans un même agencement cohérent, doté de sens. Cette idéologie territoriale peut émaner d'une société - locale, nationale, etc.-, d'un groupe étendu ou restreint, d'un individu isolé, qui ferait d'une aire quelconque son territoire* » (p 113).

Aux côtés du projet de territoire ou surtout de l'idéologie territoriale, d'autres pistes semblent fécondes pour aller plus loin dans la conceptualisation que le simple croisement des dimensions politiques, culturelles et économiques de l'appropriation spatiale. Ces pistes sont celles qui explorent la complexité territoriale contemporaine faite d'appartenan-

<sup>12</sup> « Il semble difficile d'accepter ou d'accueillir l'idée de Sack selon laquelle la territorialité est un contrôle sur une aire. C'est faire l'économie du pouvoir par assimilation de la territorialité humaine à celle animale, privées de symbolisation et donc de codification » (Raffestin 1995 cité par Debarbieux, 1999).

ces multiples et de jeux croisés entre entités territoriales et réseaux de natures, d'échelles et de temporalités différentes (Thuathail, 1998 ; Giraut et Vanier, 1999 ; Alphandery & Bergues, 2004 ; Giraut, 2005)

*« Territory and territoriality are not discrete ontologies but social constructions entwined with technological capabilities, transportation machines, military logistics, social institutions, political authorities and economic networks. Human society produces, reworks and, creatively and otherwise, destroys territory and territoriality. Our task is to theorize critically the polymorphous territorialities produced by the social, economic, political and technological machines of our postmodern condition rather than refuse this complexity and reduce it to singular dramas of resistant territorialization or unstoppable deterritorialization » (Tuathail, 1998, p. 90)*

Il s'agit alors de prendre en compte les jeux d'échelles et les jeux de configurations entre territorialités complémentaires, par exemple entre territoires de « dépendance » et « d'engagement » pour reprendre les expressions de Kevin Cox (1996) ou encore de « sécurité » (cloisonnement) et « d'opportunité » (accessibilité) pour reprendre les principes contradictoires consubstantiels à l'organisation territoriale selon Jean Gottmann (1973). On retrouve une telle opposition chez Michel Foucault, entre le territoire circonscrit de « la discipline » et le territoire cette fois ouvert de « la sécurité » comprise alors comme la facilitation du mouvement et de la distribution nécessaires au gouvernement des masses (Foucault, 2004 ; Elden, 2007)

Un outil ou un objet transdisciplinaire semble ainsi se dégager pour analyser les termes de cette complexité territoriale et surtout ses composantes, il s'agit des « configurations territoriales ». Michel Lussault (2007) dans sa théorie de l'homme spatial et, lors du colloque sus-mentionné, Bernard Debarbieux, (2007) dans sa proposition de grille de lecture ou encore Laurent Cailly (2007) dans son essai épistémologique ont recours explicitement à cette notion de configuration territoriale. (ensemble d'attributs dans des agencements particuliers, ou combinatoire de détails quasi illimitée à partir d'un répertoire restreint). Il est frappant de voir que des politologues revendiquent également la notion pour cette fois, à la suite de Norbert Elias, qualifier les formations sociales et politiques qui s'élaborent dans des cadres territoriaux qu'elles ont pu participer à produire (Négrier, 2005).

En géographie, c'est la nature des espaces, construits **comme des agencements ou des combinaisons spécifiques d'attributs activés et créés**, autrement dit leurs principes de cohérence et non uniquement l'échelle à laquelle ils se situent, qu'il convient de travailler, différentes configurations territoriales pouvant être mobilisées simultanément à une échelle donnée. L'intérêt renouvelé des géographes

pour les configurations territoriales basées sur les attributs spatiaux intègre les modalités topologiques (Allen, 2003) ou les « qualités » (Foucault, 2004) et permet de redéfinir le territoire dans ses rapports aux réseaux en sortant de l'opposition territoire/réseau (Offner & Pumain, 1996 ; Macleod & Jones, 2007) et en réactivant par exemple comme Joe Painter (2007) la figure du « rhyzome<sup>13</sup> » chère à Gilles Deleuze (1980).

L'intérêt pour les configurations territoriales vient également du dépassement des attributs du territoire de la modernité (la souveraineté exclusive et le bornage qui garantissent l'emboîtement et l'exhaustivité) par la géométrie variable et les agencements souples qui marquent les nouveaux dispositifs territoriaux. C'est alors la postmodernité territoriale qui devient un objet pour la discipline et qui doit être caractérisée (Newman, 1999 ; Pourtier, 2005), ce qui implique de revisiter les différentes modalités, notamment coloniales de la modernité territoriale (Giraut, 2005) et la part de pré-modernité qui irrigue la postmodernité (Anderson, 1996 ; Smith, 2007).

## 4. Pistes pour une conceptualisation opérationnelle par la différenciation zone/territoire

Ainsi la complexité territoriale n'est ni une calamité ni un bienfait, c'est une expression spatiale des mutations sociales et des différentes facettes de la postmodernité. Notre posture est celle de son acceptation à la fois comme objet pertinent et comme donnée contextuelle, mais pas comme un facteur de résignation en matière d'aménagement et de développement. En effet, si tout ne se joue pas sur le territoire, bien souvent dérisoire face à la mobilité du capital et des hommes, l'enjeu territorial existe et il n'est pas à sommes nulles. Il y a des gagnants et des perdants, de plus, les modèles spatiaux qui circulent sont tout sauf neutres, dans la mesure où ils peuvent accroître la capacité ou l'incapacité régulatrice territoriale. Dans ce contexte, la conceptualisation du territoire pour être opératoire doit permettre de saisir les contradictions inhérentes à sa production contemporaine et à la nouvelle division spatiale et scalaire du travail politique.

En fait, pour nous l'enjeu d'une définition opératoire du territoire ne se situe pas dans sa différenciation avec le réseau ou le lieu auxquels il est lié (Turco, 2004b), voire même parfois équivalent, comme le rappellent Jean-Marc Offner et Denise Pumain (1996), Joe Painter (2007) et Bernard Debarbieux (2003), mais dans sa différenciation avec la zone comme

<sup>13</sup> Figure déjà reprise par Jacques Lévy mais pour l'opposer à celle du territoire des « métriques topographiques » (Lévy, 1999 et 2003).

espace d'affectation dans un zonage. On rejoint là Sylvie Jaglin qui distingue la spatialisation par « déclinaison contractualisée des règles et normes nationales en fonction des contingences locales » de la territorialisation « par création de systèmes autonomes d'action collective, chacun doté de son propre mode de gouvernance en fonction de valeurs et comportements localisés » (Jaglin, 2005). Elle voit cependant entre ces deux notions, un continuum sur une échelle de territorialisation, alors que j'y vois une différence de nature.

Le territoire au sens plein se distingue donc fondamentalement de l'espace circonscrit homogène caractérisé par une ressource, une fonctionnalité ou une contrainte : l'espace d'affectation dans un dispositif plus large. C'est en interne qu'un territoire s'organise en espaces que l'on qualifiera de zones. C'est entre ces zones que peuvent s'opérer des affectations fonctionnelles (une division spatiale fonctionnelle), se forger un ordre ségrégatif, se déclinier des normes ou s'effectuer une redistribution, c'est-à-dire s'exercer un pouvoir socio-spatial selon le projet et la capacité territoriale. L'enjeu des idéologies qui président à sa construction est celui d'accroître ou minimiser cette capacité territoriale. C'est toute la question du choix des modèles, des gabarits, des configurations, des coalitions recherchées ou revendiquées dans les territoires d'action dont on se dote ou que l'on reconnaît.

Une telle définition revendique en fait une filiation avec la pensée sur l'espace de Michel Foucault. Celui-ci repère des lieux ou des espaces d'affectation, d'assujettissement, de relégation, de surveillance, de punition. Mais ces éléments spatiaux ne prennent sens qu'à l'échelle d'un projet social et d'exercice du pouvoir qui se matérialise dans un espace de répartition des éléments d'un dispositif de "discipline".

« *La discipline procède d'abord à la répartition dans l'espace* » (*Surveiller et punir*, 1975)

« *Comment surveiller quelqu'un, comment contrôler sa conduite, son comportement, ses aptitudes, comment intensifier sa performance, multiplier ses capacités, comment le mettre à la place où il sera le plus utile : voilà ce qu'est à mon sens la discipline* » ("*Les mailles du pouvoir*", 1981 n° 297 in *Dits et Ecrits*, 1994).

Un dispositif disciplinaire constitue donc ce que nous appelons finalement un territoire, qui chez Foucault est fondamentalement répressif ou coercitif, mais qui peut relever de différentes idéologies territoriales au sens que Lussault (2007) donne à l'expression.

On peut affirmer que si le territoire politique (métropolitain, national, régional, municipal...) est bien le cadre (hétérogène et composite spatialement) d'une régulation et/ou d'une exploitation potentielle entre des zones (homogènes spatialement), son atomisation, par autonomisation de ses parties ou zones, anéantit ses possibilités de régulation (au sens de planification, de redistribution et de péréquation). Autrement dit, si l'on transfère le pouvoir territorial à des

« infra-territoires » communautaires ou à des « para-territoires » concédés, en fait à de simples zones, on produit de la fragmentation et d'autres formes d'articulation sont alors nécessaires à un éventuel maintien d'une quelconque gouvernementalité.

Ce sont donc finalement les vertus potentielles, en termes de justice ou d'injustice socio-spatiale (Reynaud, 1981), d'inclusion-exclusion (Agamben, 1997) du territoire politique intégrateur qui ressortent, mais aussi les enjeux de ses recompositions et les risques de sa fragmentation, de sa dislocation. On reste cependant conscient que l'enjeu est autant dans la nature des territoires pluriels et leurs agencements que dans leur articulation avec l'englobant.

## Bibliographie

- AGAMBEN G., 1997, *Homo Sacer 1. Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris : Le Seuil.
- AGNEW J., 2000, "Territory" in *The Dictionary of Human Geography*, R. J. Johnston et al. (eds.), Oxford: Blackwell.
- AGNEW J., 1999, "Mapping Political Power Beyond State Boundaries: Territory, Identity and Movement in World Politics", *Millennium: Journal of International Studies* 28, 499-521.
- AGNEW J., 1994, "The Territorial Trap : the Geographical Assumptions of International Relations Theory", *Review of International Political Economy* 1(1), 53-80.
- ALLEN J. 2003: *Lost Geographies of Power*, Oxford: Blackwell.
- ALLIES P., 1980, *L'invention du territoire*, Grenoble : PUG.
- ALPHANDERY P. & BERGUES M., 2004, "Territoires en questions: pratiques des lieux, usages d'un mot", *Ethnologie française* XXXIV(1), 5-12.
- ANDERSON J. 1996. "The shifting stage of politics: new medieval and postmodern territorialities?", *Environment and Planning D: Society and Space* 14, 133-153.
- ANTHEAUME B. & GIRAUT F. (eds.), 2005, *Le territoire est mort, Vive les territoires !*, Paris : IRD Éditions.
- APPADURAI A., 1996, *Modernity at large*, Minneapolis: University of Minnesota Press.
- APPADURAI A., 2003, "Sovereignty without territoriality: Notes for a postnational geography" in *The Anthropology of Space and Place. Locating Culture*, S.M. Low & D. Lawrence-Zúñiga (eds.), Oxford: Blackwell, 337-350.
- ARDREY R., 1966, *The territorial imperative*, New York: Atheneum Press.
- BADIE B., 1995, *La fin du territoire*, Paris : Fayard.
- BARREL Y., 1986, "Le social et ses territoires" in *Espaces, jeux et enjeux*, R. Brunet & F. Auricard (eds.), Paris : Fayard-Diderot, pp. 131-139.
- BAUMAN Z., 2002, *Society Under Siege*, Oxford: Blackwell.
- Ben ARROUS M. & KI-ZERBO L., 2006, *African studies in Geography from below*, Dakar : Codesria.

- BENKO G. & LIPIETZ A., 1992, *Les régions qui gagnent*, Paris : PUF.
- BENKO G. & LIPIETZ A., 2000, *La richesse des régions. Pour une géographie socio-économique*, Paris : PUF.
- BONNEMAISON J., 1996, *Gens de pirogue et gens de la terre*, Paris : Éd. de l'ORSTOM.
- BOULLANT F., 2003, "Michel Foucault, penseur de l'espace".  
En ligne : <http://www.univ-lille3.fr/set/sem/Boullant.html>
- BRENNER N., 2004, *New State Spaces, Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford: Oxford University Press.
- BRUNET R., 2004, *Le développement des territoires. Formes, lois, aménagement*, La Tour d'Aigues : Ed. de l'Aube.
- BRUNET R., 1990, *Le Territoire dans les turbulences*, Montpellier : Reclus.
- BUSSI M. & BADARIOTTI D., 2004, *Pour une nouvelle géographie du politique : territoire, démocratie, élections*, Paris : Anthropos.
- BUSSI M., 2006, "L'identité territoriale est-elle indispensable à la démocratie ?", *L'Espace géographique* 35(4), 334-339.
- CAILLY L., 2007, "Des territorialités aux spatialités : pourquoi changer de concept ?" in *Territoires, Territorialité, Territorisation : et après ?*, Vanier M. et alii (eds.) Actes des entretiens de la Cité des territoires, Université Joseph Fourier, Grenoble 7 et 8 juin .
- CASTELLS M., 1996, *The Rise of Network Society*, Oxford : Blackwell.
- CATTAN N., 2008, "Gendering Mobility: Insights into the Construction of Spatial Concepts" in *Gendered Mobilities*, T. Prynne & T. Cresswell (eds.), Aldershot : Ashgate, 83-98.
- CHIVALLON C., 1999, "Fin des territoires ou nécessité d'une conceptualisation autre ?", *Géographie et Culture* 31, 127-138.
- COX K., 2005, "La structure territoriale de l'État : quelques réflexions critiques" in *Le territoire est mort, Vive les territoires !*, B. Antheaume & F. Giraut (eds.), Paris : IRD Editions, 159-173.
- COX K., 2002, *Political Geography : Territory, State, and Society*, Oxford: Blackwell.
- COX K., 2001, "Territoriality, politics and the 'urban' ", *Political Geography* 20, 745-762.
- COX K. (ed.), 1997, *Spaces of Globalization : Reasserting the Power of the Local*, New York: Guilford Press.
- COX K., 1997, "Spaces of dependence, spaces of engagement and the politics of scale, or: looking for local politics", *Political Geography* 17(1), 1-23.
- COX K., 1991, "Redefining 'territory'", *Political Geography Quarterly* 10(1), 5-7.
- CUILLERAI M & ABELES M., 2002, "Mondialisation du géo-culturel au bio-politique", *Anthropologie et Sociétés* 26(1), 11-28.
- DAVEZIES L., 2008, *La République et ses territoires : La circulation invisible des richesses*, Paris : Le Seuil.
- DEBARBIEUX B., 2007, "Territoire-Territorialité-Territorialisation : aujourd'hui encore, et bien moins que demain..." in *Territoires, Territorialité, Territorisation : et après ?*, Vanier M. et alii (eds.) Actes des entretiens de la Cité des territoires, Université Joseph Fourier, Grenoble 7 et 8 juin .
- DEBARBIEUX B., 1999, "Le territoire : Histoires en deux langues. A bilingual (hist-)story of territory" in *Discours scientifique et contextes culturels. Géographies françaises à l'épreuve postmoderne*, C. Chivallon et alii (dirs.), Bordeaux : Maison des Sciences de l'homme d'Aquitaine, 33-46.
- DEBARBIEUX B. & VANIER M., 2002, *Ces territorialités qui se dessinent*, La Tour d'Aigues : Éd. de l'Aube / DATAR.
- DEBARBIEUX B., 2003, "Territoire" in *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, J. Lévy & M. Lussault (eds.), Paris : Belin, 910-912.
- DEBERNARDY M. & DEBARBIEUX B. (eds.), 2003, *Le territoire en sciences sociales, approches interdisciplinaires*, Grenoble : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- DELANEY D., 2005, *Territory: A short introduction*, Oxford: Blackwell.
- DELUZE G. & GUATTARI F., 1980, *Mille Plateaux*, Paris : Editions de Minuit.
- DI MEO G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Paris : Nathan.
- DI MEO G., 1996, *Les territoires du quotidien*, Paris : L'Harmattan.
- DIJKINK G. & KNIPPENBERG H. (eds.), 2001, *The territorial factor: political geography in a globalising world*, Amsterdam: Vossiuspers UvA.
- DODGE M. & KITCHIN R.M., 2001, *Mapping Cyberspace*, London: Routledge.
- DOUILLET A.-C. & FAURE A. (eds.), 2005, *L'action publique et la question territoriale*, Grenoble : PUG.
- DUBRESSON A. & JAGLIN S., 2005, "Gouvernance, régulation et territorialisations des espaces urbanisés" in *Le territoire est mort, Vive les territoires !*, B. Antheaume & F. Giraut (eds.), Paris : IRD Editions, 337-352.
- ELDEN S., 2005, "Missing the point: globalization, deterritorialization and the space of the world", *Transactions of the Institute of British Geographers* 30, 8-19.
- ELDEN S., 2007, "Governmentality, calculation, territory", *Environment and Planning D: Society and Space* 25, 562-580.
- ELISSALDE B., 2002, "Une géographie des territoires", *L'information géographique* 3, 193-205.
- ESTÈBE P., 2008, *Gouverner la ville mobile*, Paris : PUF.
- FALL J., 2007, "Lost geographers: power games and the circulation of ideas within Francophone political geographies", *Progress in Human Geography* 31(2), 195-216.
- FOUCAULT M., 1975, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris : Gallimard.
- FOUCAULT M., 2004, *Sécurité, territoire, population : Cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris : Ed M. Sennellart (Gallimard).

- FREMONT A., 1976, *La Région, espace vécu*, Paris : PUF.
- FUKUYAMA F., 2004, *State Building, Governance and the World Order in the 21st Century*, Ithaca NY: Cornell University Press. (2005, La Table Ronde pour la trad. française)
- FUKUYAMA F., 1992, *The End of the History and the Last Man*, New York: Free Press. (1992 Flammarion pour la traduction française)
- GERARD-VARET L.-A. & PAUL T., 1998, "La multicarte des territoires" in *La dynamique des territoires*, PROJET 254, 39-48.
- GERBAUX F. & GIRAUT F. (eds.), 2000, *L'innovation territoriale. Références, formes et enjeux*, Revue de Géographie Alpine n° 1.
- GERVAIS-LAMBONY P., 2003, *Territoires citadins, 4 villes africaines*, Paris : Belin.
- GHORRA-GOBIN C. & VELUT S. (eds.), 2006, *Public-privé : enjeu de la régulation des territoires locaux*, Geocarrefour 81(2). <http://geocarrefour.revues.org/index297.html>
- GILBERT A., 1988, "The new regional geography in English and French-speaking countries", *Progress in Human Geography* 12, 208-228.
- GIRAUT F., 2005, *Fabriquer des territoires, Utopies, modèles et projets*, HDR, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne.
- GIRAUT F. & ANTHEAUME B., 2005, "Au nom du développement, la (re)fabrication des territoires" in *Le territoire est mort, Vive les territoires !*, B. Antheaume & F. Giraut (eds.), Paris : IRD Editions, 9-36.
- GIRAUT F. & VANIER M., 1999, "Plaidoyer pour la complexité territoriale" in *Utopie pour le territoire : cohérence ou complexité ?*, F. Gerbaux (ed.), La Tour d'Aigues : Ed. de l'Aube, 143-172.
- GOTTMANN J., 1973, *The significance of Territory*, Charlottesville: University Virginia of Press.
- GRASLAND C., 1997, *Contribution à l'analyse géographique des maillages territoriaux*, HDR, Université Paris 1.
- GUMUCHIAN H., GRASSET E., LAJARGE R. & ROUX E., 2003, *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Paris : Anthropos.
- HANCOCK C., 2004, "L'idéologie du territoire en géographie : incursions féminines dans une discipline masculiniste" in C. Bard (dir.), *Le genre des territoires : masculin, féminin, neutre*, Angers : PUA, 167-176.
- HOYAUX A.F., 2006, "Pragmatique phénoménologique des constructions territoriales et idéologiques dans les discours d'habitants", *L'Espace géographique* 3, 271-285.
- HUBERT J.-P., 1993, *La discontinuité critique*, Paris : Publications de la Sorbonne.
- HUBERT J.-P., 1998, "A la recherche d'une géométrie de l'espace habité chez Camille Vallaux, Jean Gottmann et Gilles Ritchoy", *L'Espace géographique* 27(3), 217-227.
- HUSSY C. (ed.), 2002, *La territorialité, une théorie à construire. En hommage à Claude Raffestin*, Cahiers Géographiques (Université de Genève) 4.
- JAGLIN S., 2005, *Service d'eau en Afrique subsaharienne, La fragmentation urbaine en question*, Paris : Cnrs Éd.
- JAILLET M.-C., 2007, "Contre le territoire, « la bonne distance »" in *Territoires, Territorialité, Territorialisation : et après ?*, Vanier M. et alii (eds.) Actes des entretiens de la Cité des territoires, Université Joseph Fourier, Grenoble 7 et 8 juin.
- JOLIVET M.-J. (ed.), 2000, *Logiques identitaires, logiques territoriales*, Autrepant 14.
- JOLIVEAU T. & AMZERT M. (eds.), 2001, *Les territoires de la participation*, Géocarrefour 76(3).
- JONAS A., 2008, *State territoriality in question : Some critical reflections on state rescaling and the new regionalism*, colloque « Space of politics : concepts and scales », Reims 2-4 avril .
- JOHNSTON R., 2001, "Out of the 'moribund backwater' : territory and territoriality in political geography", *Political Geography* 20, 677-693.
- JOHNSTON R., 2005, "On States and Territories", *The Arab World Geographer/Le Géographe du monde arabe* 8(3), 161-163.
- KEATING M., 1998, *The New Regionalism in Western Europe. Territorial Restructuring and Political Change*, Cheltenham: Edward Elgar Pub.
- LEVY J., 1993, "A-t-on encore (vraiment) besoin du territoire ?" in *Les apories du territoire. Espaces, couper/coller*, EspacesTemps Les Cahiers 51/52, 102-142.
- LEVY J., 1994, *L'espace légitime : sur la dimension géographique de la fonction politique*, Paris : Presses de Sciences-Po.
- LEVY J., 1999, *Le tournant géographique*, Paris : Belin.
- LEVY J., 2003, "Territoire" in *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, J. Lévy & M. Lussault (eds.), Paris : Belin, 907-910.
- LUSSAULT M., 2007, *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*, Paris: Le Seuil.
- MACLEOD G. & JONES M., 2007, "Territorial, Scalar, Networked, Connected: In What Sense a 'Regional World'?", *Regional Studies* 41(9), 1177 - 1191
- MARIÉ M. (avec la collaboration de C. TAMISIER), 1982, *Un territoire sans nom. Pour une approche des sociétés locales*, Paris : Librairie des Méridiens.
- MAUREL M.-C., 1984, "Géopolitique du territoire : le maillage politico-administratif" in *Les géographes, l'action et le politique*, Hérodote 33-34, 131-143.
- MELÉ P., 2007, "Identifier un régime de territorialité réflexive" in *Territoires, Territorialité, Territorialisation : et après ?*, Vanier M. et alii (eds.) Actes des entretiens de la Cité des territoires, Université Joseph Fourier, Grenoble 7 et 8 juin .
- MERCIER G. (ed.), 2004, *Les territoires de la mondialisation*, Montréal : Presses de l'Université Laval.
- MOINE A., 2006, "Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie", *L'Espace géographique* 35(2), 115-132
- MORGAN K., 2004, "The exaggerated death of geography : learning proximity and territorial innovation systems", *Jour-*

*nal of Economic Geography* 4, 3-21.

MUSSO P., 2007, "Critique de la notion de territoires numériques" in *Territoires, Territorialité, Territorialisation : et après ?*, Vanier M. et alii (eds.) Actes des entretiens de la Cité des territoires, Université Joseph Fourier, Grenoble 7 et 8 juin .

NÉGRIER E., 2005, *La question métropolitaine: les politiques à l'échelle du changement territorial*, Grenoble : PUG.

NEWMAN D. (ed.) 1999, *Boundaries, territory and postmodernity*. London: Frank Cass.

NEWMAN D., 2006, "The lines that continue to separate us: borders in our 'borderless' world", *Progress in Human Geography* 30(2), 143-161.

NOVARINA G., 1999, "L'architecture du territoire : de la mesure au dessin", *Les Annales de la recherche urbaine* 82, 44-53.

OFFNER J.-M. & PUMAIN D. (eds.), 1996, *Réseaux et territoires; significations croisées*, La Tour d'Aigues : Éd de l'Aube.

OFFNER J.-M., 2000, " 'Territorial Deregulation': Local Authorities at Risk from Technical Networks", *International Journal of Urban and Regional Research* 24(1), 165-182.

OFFNER J.-M., 2006, "Les territoires de l'action publique locale", *Revue française de science politique* 56(1), 27-47.

OHMAE K., 1996, *The End of the Nation-State: The Rise of Regional Economies*, New York: Free Press. (1996 Dunod pour l'ed. Française)

TUATHAIL G., 1998, "Political Geography III: Dealing with Deterritorialization", *Progress in Human Geography* 22: 81-93.

OZOUF-MARINIER M.-V., 2007, « Le territoire, la géographie et les sciences sociales. Aperçus historiques et épistémologiques » in *Territoires, Territorialité, Territorialisation : et après ?*, Vanier M. et alii (eds.) Actes des entretiens de la Cité des territoires, Université Joseph Fourier, Grenoble 7 et 8 juin .

PAASI A., 2003, "Territory" in *A Companion to Political Geography*, J. Agnew, K. Mitchell & G. Toal (eds.), Oxford: Blackwell, 109-121.

PAASI A., 2002, "Place and region : regional worlds and words", *Progress in Human Geography* 26(6), 802-811.

PAINTER J., 2008, "Cartographic anxiety and the search for regionality", *Environment and Planning A* 40(2) 342 – 361

PAINTER J., 2007, "Territory and network : a false dichotomy ?" in *Territoires, Territorialité, Territorialisation : et après ?*, Vanier M. et alii (eds.) Actes des entretiens de la Cité des territoires, Université Joseph Fourier, Grenoble 7 et 8 juin .

PECQUEUR B., 2005, "Le développement territorial : une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud" in *Le territoire est mort, Vive les territoires !*, B. Antheaume & F. Giraut (eds.), Paris : IRD Editions, 295-316.

PENROSE J., 2002, "Nations, states and homelands: territory and territoriality in nationalist thought", *Nations and*

*Nationalism* 8(3), 277-297.

POURTIER R., 2005, "Les âges de la territorialité" in *Le territoire est mort, Vive les territoires !*, B. Antheaume & F. Giraut (eds.), Paris : IRD Editions, 39-46.

PUGH J., HEWETT C. & CHANDLER D. (eds.), 2007, "Debatting (de) Territorial Governance", *Area* 39(1), 107-119.

RAFFESTIN C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris : LITEC.

RAFFESTIN C., 1986, "Écogenèse territoriale et territorialité" in F. Auriac & R. Brunet (eds.), *Espaces, jeux et enjeux*, Paris : Fayard, 173-185.

RAFFESTIN C., 1995, "Espace et pouvoir" in *Les concepts de la géographie humaine*, A Bailly (ed.), Paris : Masson.

RETAILLE D., 2005, "L'espace mobile" in *Le territoire est mort, Vive les territoires !*, B. Antheaume & F. Giraut (eds.), Paris : IRD Editions, 175-201.

REYNAUD A., 1979, *Le concept de classe socio-spatiale*, Reims : Travaux de l'Institut de géographie de Reims 38.

REYNAUD A., 1981, *Société, espace et justice*, Paris : PUF.

RIPOLL F. & VESCHAMBRE V., 2005a, "Le territoire des géographes. Quelques points de repère sur ses usages contemporains" in *Les territoires du médiéviste*, B. Cursente & M. Mousnier (dirs.), Rennes : PUR, 271-291.

RIPOLL F. & VESCHAMBRE V. (dirs.), 2005b, *L'appropriation de l'espace: sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir*, Norois 195.

ROLLAND-MAY C., 2000, *Evaluation des territoires : concepts, modèle, méthodes*, Paris : Hermes.

ROSIERE S., 2003, *Géographie politique & Géopolitique. Une grammaire de l'espace politique*, Paris : Ellipses.

SACK R., 1986, *Human Territoriality. Its Theory and History*, Cambridge: Cambridge University Press.

SASSEN S., 2000, "Territory and Territoriality in the Global Economy", *International Sociology* 15(2), 372-393.

SECHET R. & KEERLE R., 2007, "Petite histoire des délicatesses de « l'équipe de géographie sociale de la France de l'Ouest » avec le territoire" in *Territoires, Territorialité, Territorialisation : et après ?*, Vanier M. et alii (eds.) Actes des entretiens de la Cité des territoires, Université Joseph Fourier, Grenoble 7 et 8 juin .

SECHET R. & VESCHAMBRE V. (dirs.), 2006, *Penser et faire la géographie sociale. Contribution à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes : PUR.

SMITH M.L., 2007, "Territories, Corridors and Networks: A Biological Model for the Premodern State", *Complexity* 12(4), 28-35.

SMOUTS M.-C. (ed.) , 1996, *L'international sans territoire*, Cultures & Conflits 21-22.

<http://www.conflits.org/index236.html>

SÖDERSTROM O., 2007, "From mosaic to network : social and cultural geography in Switzerland", *Social and Cultural Geography* 8(4), 635-648 .

STOCK M., 2006, "L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à indivi-

- dus mobiles”, *EspacesTemps.net*, Textuel, 26.02.2006  
<http://espacestemps.net/document1853.html>
- STOREY D., 2001, *Territory, the claiming of space*, Harlow: Pearson.
- STORPER M., 1997, *The Regional World: Territorial Development in a Global Economy*, New York: Guilford Pub.
- SWYNGEDOUW E., 1997, “Neither global nor local: ‘glocalization’ and the politics of scale” in *Spaces of Globalization: reasserting the power of the local*, K. Cox (ed.), New York: Guilford Press.
- TAYLOR P.J., 1994, “The state as container : territoriality in the modern world-system”, *Progress in Human Geography* 18, 151-162.
- TURCO A., 2004, “Mythos and techne : An essay on the intercultural function of territory in sub-Saharan geography”, *Geojournal* 60, 329-337.
- TURCO A., 2004b, “La mondialisation des territoires : échelles, logiques, durabilité” in *Les territoires de la mondialisation*, G. Mercier (ed.), Montréal : Presses de l’Université Laval, 59-70.
- VANIER M., 2008, *Le pouvoir des territoires : Essai sur l’interterritorialité*, Paris : Economica.
- VANIER M. & alii (dirs.), 2007, *Territoires, Territorialité, Territorialisation : et après ?*, Actes des entretiens de la Cité des territoires, Université Joseph Fourier, Grenoble 7 et 8 juin .
- VELTZ P., 1996, *Mondialisation, villes et territoires. L’économie d’archipel*, Paris : PUF.
- VELTZ, P., 2004, *Des lieux et des liens. Politiques du territoire à l’heure de la mondialisation*, La Tour d’Aigues : Éd. de l’Aube.
- VELTZ P., 2007, “Territoires et dégroupage des flux” in *Territoires, Territorialité, Territorialisation : et après ?*, Vanier M. et alii (eds.) Actes des entretiens de la Cité des territoires, Université Joseph Fourier, Grenoble 7 et 8 juin .
- VESCHAMBRE V. & RIPOLL F., 2002, “Face à l’hégémonie du territoire : éléments pour une réflexion critique” in Y Jean & C. Calenge (eds.), *Lire les territoires*, Tours : Editions Villes et territoires, 261-288.
- VIRILIO P., 1997, “Fin de l’histoire ou fin de la géographie? Un monde surexposé”, *Le Monde Diplomatique*, août, p. 17.  
<http://www.monde-diplomatique.fr/1997/08/VIRILIO/8948>
- VODOZ L., PFISTER-GIAUQUE B. & JEMELIN C. (eds.), 2004, *Les territoires de la mobilité. L’aire du temps*, Lausanne : Presses Polytechniques et Universitaires Romandes.
- WASTL-WALTER D. & STAEHELI L.A., 2004, “Territory, Territoriality, and Boundaries” in *Mapping Women, Making Politics*, L.A. Staeheli, E. Kofman & L.J. Peake (eds.), New-York: Routledge, 141-151.

**Frédéric GIRAUT** : Professeur en géographie politique à l'Université de Genève, est spécialiste des questions de recompositions territoriales et de politiques publiques comparées dans différents contextes africains et européens. Il est chercheur associé à l'Institut de Recherche pour le Développement et à l'UMR PACTE/Territoires. Il a dirigé avec Benoît Antheaume l'ouvrage : « Le territoire est mort, Vive les territoires ! » aux éditions de l'IRD et a piloté l' « Étude comparée des politiques d'aménagement et de développement régional dans les pays du Sud » publiée par la DGCID.

## R É S U M É / A B S T R A C T

### **Conceptualiser le territoire**

Par Frédéric GIRAUT

L'usage social du mot « territoire » tend à proliférer sur fond de mondialisation. La géographie francophone fait aussi un usage immodéré de la notion. Paradoxe apparent qui propulse les territoires contemporains dans le collimateur de ses détracteurs qui y voient un objet obsolète (produit de la modernité et relégué par une postmodernité déterritorialisante), réducteur (qui ne permet pas de saisir la dimension mobile des rapports à l'espace) et mystifiant (qui occulte les véritables enjeux sociaux et participe du démantèlement de l'État providence). Ces critiques appellent davantage une conceptualisation du terme que son abandon, tant la complexité territoriale est une donnée de la postmodernité. La perspective de l'abandon n'est d'ailleurs pas d'actualité puisque les usages vont actuellement du mot-valise, synonyme d'aire ou d'espace, à la notion spécifique en géopolitique, synonyme d'extension bornée de la souveraineté étatique. Entre ces pôles extensifs et restrictifs de l'usage de la notion, géographies culturelles et politiques convergent sur le caractère nécessairement construit de l'objet territoire. Des contradictions subsistent cependant au sein de ces approches constructivistes et les pistes les plus fécondes pour leur dépassement se trouvent du côté de l'intelligence des idéologies et des configurations territoriales. Des propositions sont ainsi émises pour rendre le concept opératoire sur un plan politique : il s'agit notamment de distinguer clairement le terme de celui de zone ou d'espace d'affectation.

### **Conceptualizing Territories**

By Frédéric GIRAUT

The social use of the term "territory" has tended to proliferate in the context of globalization. French-language geography has also indulged an immoderate use of the concept. The apparent paradox has made the contemporary notion of territory the target of detractors who see it as something obsolete (a product of modernity now superseded by a de-territorializing postmodernism), too reductive (not allowing for a grasp of the mobile aspect of spatial relationships), and mystifying (masking the true social issues, further dismantling the welfare state). These criticisms suggest that the term should be re-conceptualized rather than dropped, given that territorial complexity is a given of postmodernism. Nor dropping the term is likely to happen anytime soon, since usage currently ranges from a portmanteau word synonymous with region or area to a specifically geopolitical notion based on the delimited extension of state sovereignty. Between the extensive and restrictive uses of the concept, cultural and political geographies converge on the necessarily "constructed" nature of the territorial object. Contradictions nevertheless remain between these constructivist approaches; the most promising paths for overcoming them call for a clear grasp of territorial configurations and ideologies. Proposals are thus offered here for rendering the concept functional on a political level, notably by making a clear distinction between the term and the zone or area it applies to.